

L'hôpital au service du droit à la santé

Déclaration du groupe de l'UNSA

L'hôpital public est à bout de souffle et cet avis le met en évidence. L'absence de politique de santé publique en adéquation avec les besoins réels de la population, le sous-financement, l'empilement de strates décisionnaires, les corporatismes à tous les étages, sont autant de facteurs qui peuvent expliquer le déclin de l'ensemble du système de santé en France/

Cet avis vise à répondre en « urgence » à des dysfonctionnements trop longtemps ignorés, le curatif ayant été souvent préféré au préventif. Ceci conduit à se préoccuper d'abord des dysfonctionnements plutôt que des besoins des patients.

Pour l'UNSA, les hommes et les femmes usagers de notre système de santé, doivent être placés au cœur de son organisation. Leurs besoins doivent être pris en compte au même titre que ceux des professionnels de santé et donc en adéquation avec eux.

Partageant globalement les préconisations de cet avis que nous avons voté, nous voudrions faire un focus sur la nécessité de placer le patient au cœur du système.

Ainsi depuis plusieurs années, les études tendent à démontrer que les populations les plus éduquées et globalement en bonne santé sont celles qui s'approprient le mieux le système de santé (maîtrise des parcours de soins, accès aux RDV, etc.). En revanche, dès que les conditions sociales ou de santé se dégradent et que les parcours médicaux se complexifient, les patients renoncent ou tardent à se soigner.

Manque de moyens financiers, rendez-vous médical accordé dans des délais trop longs, impossibilité de trouver un médecin en dehors des horaires « de bureau », refus de prendre de nouveaux patients, discrimination à la couverture santé, etc. sont autant de facteurs qui participent à différer, voire renoncer à se soigner.

Accélérer la coordination, la coopération et les partenariats entre la médecine de ville, l'hôpital, les établissements publics et privés nous semble être prioritaire.

Pour l'UNSA, il y a nécessité à ne plus considérer la santé comme une dépense nationale exprimée en point de PIB, mais comme un investissement pour la population et son avenir en bonne santé et donc à terme moins coûteux et plus vertueux.

Le désengorgement des hôpitaux passe par une meilleure répartition des soins entre l'ensemble des acteurs (y compris le social et le médico-social). À ce titre, si la téléconsultation peut être une réponse, elle reste un outil complémentaire qui n'a pas vocation à se substituer à une « interaction physique » entre le patient et le professionnel de santé.

Les problèmes de l'hôpital ne pourront être traités qu'en prenant en compte tout l'écosystème, sinon, les mêmes causes produiront les mêmes effets. Il faut donc organiser la permanence des soins à tous les niveaux de recours.